



## **Déclaration liminaire FO ESR au CTMESR du 13 mai 2019**

FO ESR condamne fermement l'escalade répressive mise en œuvre par le gouvernement.

Le 1<sup>er</sup> mai les manifestants ont été violemment chargés par les forces de police, aspergés de gaz lacrymogènes asphyxiants, pris pour cible par les LBD. Les cortèges syndicaux et leurs services d'ordre ont été délibérément ciblés par ces attaques policières successives avant même que la manifestation ne débute, entraînant de nombreux blessés. FO ESR n'est pas dupe de cette stratégie dangereuse ordonnée par le gouvernement qui dans les faits installe un climat de peur, visant à disloquer les cortèges syndicaux et interdisant en réalité toute possibilité de manifester démocratiquement, ce dans l'unique objectif de tenter de faire refluer les mobilisations sociales, ce qu'il n'est pas parvenu à faire jusqu'à présent, en témoigne la puissance de la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> mai.

Cette répression s'exerce à l'encontre des salariés, des militants syndicaux, des gilets jaunes, et également des enseignants qui manifestent leur opposition à la loi Ecole de la confiance. Le 27 avril à Toulouse, plusieurs policiers ont violemment bousculé un militant du Syndicat FO des Lycées et Collèges alors qu'il était parfaitement identifiable avec son drapeau FO. Il a été transporté à l'hôpital et opéré pour une fracture du col du fémur. Jeudi 9 mai et samedi 11 mai, des militants syndicaux ont été arrêtés et placés en garde à vue.

Avec la FNEC FP-FO, FO ESR reprend à son compte le communiqué des organisations syndicales SNES, SNFOLC, SNETAA FO, SUD, CGT de Paris qui apportent un soutien plein et total à notre camarade de la Commission exécutive du SNFOLC Paris, arrêtée par la police et placée en garde à vue à la fin de la manifestation des gilets jaunes du samedi 11 mai. Nous demandons l'arrêt des poursuites à son encontre.

Le gouvernement qui d'un côté réprime les manifestations, voudrait de l'autre côté diriger les syndicats dans des conférences. Il ne peut pas en être question. Au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, trois Groupes de Travail ont été mis en place avec des lettres de missions qui donnent les objectifs pour préparer une loi de programmation pluriannuelle de la recherche. Cette loi aura notamment pour objectif de faire de l'ANR « *une grande agence de financement de la recherche scientifique et technologique* ».

A l'inverse, FO revendique la suppression de l'ANR. FO n'est pas un corps intermédiaire. Nous ne co-construirons pas les contre-réformes et nous ne participerons pas à ces groupes de travail.

A l'inverse, nous nous adressons à madame la Ministre : après les annonces médiatiques du Président de la République, il y a urgence à répondre aux revendications précises des personnels. Ils veulent l'augmentation des salaires pour tous, donc l'augmentation du point d'indice. Ils veulent le retrait du projet de loi Transformation de la Fonction publique, ils veulent l'arrêt des restructurations, notamment de celles permises par l'ordonnance de décembre 2018 sur les expérimentations, ils veulent l'arrêt des mutualisations et des externalisations, ils veulent l'abandon de la fusion IRSTEA-INRA.

Les personnels veulent que le ministère donne enfin les moyens de fonctionner aux établissements, que cesse l'étranglement budgétaire qui conduit ici à remettre en cause jusqu'à dix jours de congés annuels, là à demander que toutes les formations voient leur nombre d'heures tronquées d'un douzième et quasiment partout à geler massivement les postes.

Les personnels ouvriers des CROUS veulent le retour au respect intégral de l'ensemble des droits et garanties inscrits dans les DAPOOUS.

Pour notre part, nous continuons à prendre nos responsabilités, en appelant à amplifier les mobilisations en cours et le rapport de force, la grève si nécessaire pour obtenir satisfaction.